

Histoire du Québec et du Canada

Complément au cours HIS 4017-1 Module 3

1^{re} édition / JANVIER 2008-01-30

Conception : Emmanuèle Baudouin

Mise en page : Stéphane Rose

Impression : Maurice Duguay

Centre LeMoyne-D'Iberville
560, rue LeMoyne Ouest
Longueuil, Québec
J4H 1X3
Tél. : 450-670-3130 poste 212
Télec. : 450-670-4991

LE QUÉBEC ET LA SECONDE GUERRE MONDIALE(1939-1945)

On se souvient que la Crise économique des années 30 avait suscité de nouvelles idéologies et de nouveaux partis politiques. Le nazisme fut l'une de ces idéologies. Instauré par Adolf Hitler en Allemagne, le nazisme était fondé sur la haine des Juifs. En 1938, Hitler débute sa politique extérieure expansionniste et envahit différents pays. La France et l'Angleterre lui déclarent la guerre en 1939: c'est le début de la deuxième guerre mondiale. Le Canada emboîte le pas et déclare aussi la guerre à l'Allemagne. Cette guerre durera 6 ans.

Le rôle du Canada

Un grand nombre de soldats canadiens volontaires partent au front (1 million) et beaucoup (42 000) ne reviendront pas. Au sein de l'armée canadienne, la division entre soldats francophones et anglophones se fait sentir et l'armée favorise les anglophones.

Le rôle des femmes

Encore une fois, les femmes vont prendre la place des hommes partis au combat dans les différentes usines. Bien sûr, leur présence sur le marché du travail entraîne une évolution rapide de leur statut et elles obtiendront enfin le droit de vote au Québec en 1940 (elles l'avaient obtenu au Fédéral en 1918!).

En plus de leur présence dans les usines, les femmes ont joué un grand rôle dans l'épargne de guerre grâce à leur ingéniosité.

Le retour de la prospérité économique

Comme nous l'avions dit, c'est la deuxième guerre mondiale qui met fin à la crise économique qui avait débuté en 1929. En effet, la guerre crée des besoins militaires et entraîne la production de

matériel militaire (avions, armes, uniformes etc.). L'agriculture aussi est relancée, car le Canada va approvisionner les pays alliés qui sont en guerre.

Tensions entre le gouvernement fédéral et les provinces

Une fois de plus, le gouvernement fédéral profite de la situation de désordre créée par la guerre pour empiéter sur les compétences provinciales. En plus de la division entre les provinces et le Fédéral, la guerre provoque aussi la division entre Canadiens français et Canadiens anglais.

L'ÉPOQUE DUPLESSISTE (1945 À 1960)

La guerre est terminée. Au Québec, de nouvelles élections portent Maurice Duplessis, chef de l'Union nationale, au pouvoir. Il sera 1^{er} ministre du Québec pendant 15 ans.

Le traditionalisme

L'époque de Duplessis est marquée par les idées traditionnelles véhiculées par l'Église catholique, elle-même mise au premier plan par Duplessis. En effet, c'est le Clergé catholique qui contrôle les secteurs de l'Éducation et de la santé et par le fait même, impose les valeurs traditionnelles (femme au foyer, famille nombreuse, travail de la terre etc.).

Donc, l'agriculturisme sera un thème central mis en valeur par l'Église et par Duplessis, s'opposant ainsi au changement et à l'urbanisation. Évidemment, le Gouvernement de Duplessis a en horreur les syndicats qu'il associe au désordre et au communisme.

Les principales politiques de Duplessis

Un gouvernement non-interventionniste

Duplessis considère que l'État doit intervenir le moins possible dans la vie économique et sociale. Ainsi, il met l'Économie entre les mains de l'entreprise privée. Comme il prône le travail de la terre, Duplessis se préoccupe du progrès en milieu rural et met sur pied un programme d'électrification des zones rurales, s'assurant ainsi le vote des agriculteurs aux prochaines élections. De cette façon, il modernise le milieu rural.

Les luttes pour l'autonomie provinciales

Furieux de voir le Gouvernement fédéral accroître ses pouvoirs et empiéter sur les compétences provinciales, Duplessis tente de renforcer le pouvoir de la Province. En 1954, il établit un impôt provincial pour tous afin de garder une partie de l'argent qui partait au Fédéral. De plus, il adopte le drapeau fleurdéliné en 1948, le drapeau officiel de la province du Québec.

La prospérité économique continue

La période de prospérité économique qui avait commencé avec la Guerre continue. En effet, l'Europe est dévastée par la guerre et est en reconstruction, ce qui constitue un vaste débouché pour les produits canadiens. Cependant, l'industrie américaine investit énormément dans les usines au Québec, si bien qu'on parle d'un contrôle américain.

Une société de consommation à l'américaine

Si la population a fait des économies pendant la guerre, elle dépense maintenant de plus en plus. C'est le début de la consommation à l'américaine basée sur les biens matériels. La télévision est de plus en plus présente dans les années cinquante et le cinéma gagne en popularité. Les automobiles reflètent la réussite et les appareils ménagers (reflet de la modernité) sont en demande. La plupart des gens, épuisés par la guerre, veulent vivre et s'amuser.

L'évolution démographique

Entre 1939 et 1960, la natalité augmente incroyablement au Québec. On appelle ce fait le Baby boom. Il faut dire que tout durant cette période favorise les naissances : la guerre qui suscite des rapprochements entre les femmes et les hommes qui vont être séparés ou qui se retrouvent, et le fait que ces années sont marquées par l'autorité de l'Église et par les idées traditionnelles de Duplessis qui sont contre toute forme de moyens contraceptifs et encouragent au contraire les familles nombreuses et la présence de la femme au foyer.

Le Clergé, l'éducation et la Santé

Le gouvernement de Duplessis laisse l'éducation et la santé à la charge du Clergé. En effet, Duplessis préfère que ce soit les communautés religieuses qui s'occupent de ces 2 secteurs, d'autant plus que le Clergé constitue une main d'oeuvre peu coûteuse. De plus, le Clergé prône, tout comme Duplessis, le respect des traditions, de la famille, le respect du père, le travail, l'agriculture, l'autorité etc.

Bref, on retient que le gouvernement de Duplessis a été un gouvernement non interventionniste, laissant au contraire de grands secteurs comme l'économie aux mains de l'entreprise privée et l'éducation et la santé aux mains de l'église.

La fin de l'ère duplessiste

Toutes ces années (de 1945 à 1960) sous l'autorité d'un Duplessis attaché aux valeurs traditionnelles ont vu des mouvements d'opposition se créer au fil des années. Le Clergé lui-même se rapproche des ouvriers et dénonce les méthodes électorales frauduleuses de l'Union nationale de Duplessis.

Le Parti Libéral de Jean Lesage gagne du terrain avec son slogan : "C'est le temps que ça change" et promet de rattraper le retard accumulé par le Québec en 15 années de duplessisme. Comment? Il promet de transformer en profondeur la société québécoise grâce à des réformes visant à moderniser le Québec et à l'ouvrir au Monde. Jean Lesage, chef du Parti Libéral du Québec, promet aussi que son Gouvernement sera, au contraire de celui de Duplessis, un Gouvernement interventionniste, c'est-à-dire qu'il prendra en charge les grands secteurs sociaux et économiques délaissés par Duplessis comme: l'éducation, la santé, les ressources économiques. C'est en raison de toutes ces transformations que l'on nommera la période qui s'en suit avec Jean Lesage la Révolution Tranquille.

Ses efforts et promesses portent fruits puisque la population québécoise vote pour le Parti Libéral en 1960 et Jean Lesage devient le Premier ministre du Québec. René Lévesque fait partie de ce parti et J. Lesage le nomme ministre des ressources naturelles. (Ce n'est que quelques années plus tard que René Lévesque quittera le Parti libéral pour fonder son propre parti avec pour objectif l'indépendance du Québec).

Donc l'Union nationale est battue; c'est le début d'une nouvelle ère pour le Québec.

La Révolution Tranquille (1960 à 1966)

Comme promis, le Parti Libéral du Québec (P.L.Q.) de Jean Lesage se met à la tâche pour transformer en profondeur la société québécoise. En effet, l'État (le Gouvernement du Québec) va intervenir massivement en rendant publics différents secteurs d'activité de la société. C'est pourquoi on l'appelle l'État Providence. Évidemment, la présence accrue de l'État entraîne de grosses dépenses puisque le nombre de fonctionnaires (des gens qui travaillent pour le Gouvernement) va augmenter de façon considérable. C'est donc le Gouvernement qui paye leurs salaires.

Du point de vue syndicalisation, on voit là aussi une nette évolution puisque la très grande majorité de ces fonctionnaires adhèrent à l'une des 3 grandes Centrales syndicales (F.T.Q, C.S.N et C.E.Q.).

D'autre part, le gouvernement libéral de Jean Lesage veut aussi redonner aux francophones du Québec le contrôle de leurs ressources et favoriser ainsi l'essor économique de la province. On se souvient que Duplessis avait au contraire laissé les ressources (comme les mines, l'électricité) entre les mains d'entreprises privées pour la plupart américaines.

De plus, le Québec affirme maintenant sa volonté de préserver sa culture. La Révolution tranquille amène un vent de liberté, de modernisme et une fierté québécoise, un sentiment nationaliste plus fort.

La Révolution tranquille et la culture

En plus de prendre en charge les secteurs économique et social, l'État s'occupe aussi de la culture en créant le ministère des affaires culturelles (1961). En fait, le Québec fait vraiment son entrée sur la scène internationale. C'est à cette époque que le milieu des arts et de la culture éclate grâce à des Félix Leclerc, des Gilles Vigneault, des Robert Charlebois, Jean-Pierre Ferland etc. qui font connaître le Québec.

La Révolution tranquille et l'économie

Comme nous l'avons dit plus tôt, le gouvernement libéral de Jean Lesage veut se réappropriier les ressources naturelles (laissées au secteur privé à l'époque de Duplessis) en prenant le contrôle direct de certains secteurs. Le ministère des Ressources naturelles est créé. Dès 1962, l'État nationalise l'électricité . Comment? En achetant les différentes compagnies privées et Hydro-Québec devient ainsi une entreprise d'État.

De plus, le gouvernement libéral de Jean Lesage va implanter des "sociétés d'état" dans le but de promouvoir la création et le développement d'entreprises québécoises. On crée ainsi la Société générale de financement (SGF) en 1962. Quelques années plus tard, en 1965, on crée aussi la Caisse de dépôt et de placement du Québec d'autres.

La Révolution tranquille transforme le secteur social

La santé:

Dès 1961, l'État instaure un programme d'assurance-hospitalisation qui assure la gratuité de l'hospitalisation, puis en 1966, l'État assume les frais médicaux des assistés-sociaux. Puisque le secteur de la santé devient public, on élimine progressivement les communautés religieuses. Donc, la santé devient laïque.

L'éducation

On parle de démocratisation de l'éducation.

Il en va de même pour le secteur de l'éducation. Tout comme la Santé, l'Éducation avait toujours été prise en charge par l'Église, mais la Révolution tranquille va transformer en profondeur ce secteur en créant un ministère de l'éducation qui affirme aussi la gratuité scolaire. L'éducation (comme la santé) devient laïque.

En fait, c'est toute la société québécoise qui se laïcise. La pratique religieuse recule, ouvrant la porte à ce qui était autrefois interdit ou condamné par l'Église. Par exemple, les unions libres et les divorces se font plus nombreux. Les femmes revendiquent de plus en plus leur place et ont de plus en plus recours aux moyens de contraception.

Du coup, le taux de natalité commence à baisser. Fini le baby boom! Le statut de la femme évolue. Ce sont les années soixante, l'époque des hippies, de la liberté sous toutes ses formes. Une société nouvelle est en train de naître.

On a vu aussi que le gouvernement libéral de Jean Lesage permet la syndicalisation des employés du secteur public, mais en plus accorde le droit de grève.

Donc, la période de la Révolution tranquille (1960 à 1966) représente un très grand tournant dans la société québécoise. _

1966 à 1970

Les nombreuses réformes du Gouvernement libéral de Jean Lesage ont "essoufflé" les Québécois. C'est-à-dire que beaucoup parmi la population n'évoluaient pas au même rythme. De ce fait, le Parti Libéral du Québec ne gagnera pas les nouvelles élections de 1966. C'est l'Union nationale qui revient au pouvoir avec, comme nouveau chef, Daniel Johnson. Cependant, contrairement au traditionalisme de Duplessis, Daniel Johnson et son Parti approuvent les acquis de la Révolution Tranquille et poursuivent le même chemin. Même sa politique extérieure est une suite de celle des Libéraux. Le Gouvernement poursuit avec vigueur l'ouverture du Québec sur le monde. D'ailleurs, c'est en 1967 qu'a lieu la fameuse exposition universelle de Montréal (Expo 67) qui attire des milliers de gens de tous les pays ainsi que les grands hommes politiques dont le Général De Gaulle (Président de la France) qui lancera son célèbre "Vive le Québec libre!".

À l'approche des années 1970, le climat général change et beaucoup de questions concernant le rôle de l'État, la question linguistique etc. soulèvent le mécontentement général. De plus la conjoncture économique est difficile et on voit le taux de chômage grimper. Pour ces différentes raisons, l'Union nationale perdra les élections de 1970 et c'est le retour du Parti Libéral du Québec, avec, à sa tête, le tout jeune Robert Bourassa.

Les années Bourassa (1970 à 1976)

Grâce entre autres à ses promesses de créations d'emplois, Robert Bourassa, Chef du Parti Libéral du Québec (P.L.Q.) devient le nouveau Premier Ministre du Québec. Il est un fervent défenseur du fédéralisme canadien et entend démontrer que le Québec y a bien sa place. Contrairement à ses idées favorables à la Fédération, un autre mouvement, le mouvement indépendantiste, continue de s'intensifier.

RAPPEL: *En 1967, René Lévesque avait quitté le Parti Libéral du Québec afin de créer son propre Parti dans le but de promouvoir l'idée de l'indépendance du Québec. C'est-à-dire que René Lévesque ne croyait plus que le Québec devait rester à l'intérieur de la Fédération canadienne, mais devait plutôt en sortir pour devenir un pays indépendant.*

Cette idée d'indépendance rejoint beaucoup de gens et un autre mouvement prend son essor. Il s'agit d'un mouvement clandestin, illégal, qui ne croit pas que le Québec gagnera son Indépendance par la voie légale de la politique, mais par la force. Ce mouvement s'appelle le Front de Libération du Québec (F.L.Q.). Des membres de ce mouvement, qu'on nomme les Felquistes, sèment la terreur spécialement dans les quartiers anglophones à l'aide de bombes artisanales. La violence atteint son paroxysme en octobre 1970, (d'où l'expression La crise d'Octobre). Lorsque des membres du FLQ enlèvent à Montréal un diplomate britannique (James R. Cross) ainsi que le ministre québécois du travail (Pierre Laporte) que l'on retrouvera mort dans le coffre d'une voiture.

À ce moment-là, le maire de Montréal (Jean Drapeau) et le Premier ministre du Québec (Robert Bourassa) demandent de l'aide au Premier ministre du Canada (Pierre-Elliott Trudeau) qui applique alors la Loi sur les mesures de guerre pour rétablir l'ordre. Beaucoup pensent que Monsieur Trudeau a profité de cette période pour briser le mouvement indépendantiste.

La question linguistique

En 1974, Robert Bourassa adopte une loi (la loi 22) qui reconnaît le français comme langue officielle du Québec et qui restreint l'éducation en anglais aux élèves capables de démontrer une connaissance suffisante de la langue. Cette loi déplaît autant aux anglophones qui crient à l'injustice qu'aux francophones qui ne trouvent pas cette loi suffisante pour empêcher l'assimilation ou l'anglicisation.

L'économie sous R. Bourassa

Comme promis, le Gouvernement veut créer beaucoup d'emplois. Pourquoi? Parce que les Baby boomers ont grandi! Ils sont maintenant en âge de travailler. Alors, on met en chantier un vaste projet qu'on appelle "Le projet du siècle": il s'agit du complexe hydroélectrique de la Baie James.

Durant les trois premières années, ça va bien, mais à partir de 1974, la situation se détériore à cause entre autres de la flambée du prix du pétrole et de l'augmentation du coût de la vie. Nous entrons alors en récession économique.

C'est donc la fin de la longue période de prospérité économique qui durait depuis la 2^e Guerre Mondiale.

Bourassa et les changements sociaux

En 1970, Bourassa poursuit l'idée entamée en 1960 sous la Révolution Tranquille et institue le Régime de l'assurance maladie qui permet maintenant à toute la population de recevoir gratuitement la plupart des soins de santé. On met aussi sur pied les C.L.S.C..

Malgré ces mesures sociales, certains groupes sociaux crient à l'injustice, accusent le Gouvernement de leurs médiocres conditions de travail etc. Si bien que les 3 grandes centrales syndicales (F.T.Q., C.E.Q et C.S.N.) s'unissent pour former un Front commun. Après des tentatives de négociations avec le Gouvernement, 210 000 travailleurs publics vont en grève.

Dans ce climat général de mécontentement (crise linguistique, crise du pétrole, colère des travailleurs syndiqués), le Parti Libéral du Québec est défait aux élections de 1976, laissant pour la première fois la victoire au Parti Québécois (P.Q.) de René Lévesque.

Le Parti Québécois au pouvoir avec René Lévesque (1976 à 1985)

Pour la première fois, c'est un Parti indépendantiste qui est porté au pouvoir. En effet, René Lévesque avait promis que si son Parti (Le Parti Québécois) était élu, il consulterait la population par la voie d'un référendum sur la souveraineté-association. Pourquoi? Parce que le Parti Québécois prône l'indépendance du Québec, donc croit que le Québec doit sortir de la Fédération canadienne pour devenir un pays à part entière et non plus une province.

Bien sûr, cette victoire du Parti Québécois (P.Q.) n'enchant pas du tout le Premier ministre fédéral, Monsieur Trudeau, qui ne veut rien entendre de l'indépendance du Québec.

Voyons maintenant les principales réalisations du Parti Québécois de René Lévesque.

Les réformes apportées par le Parti Québécois entre 1976 et 1985

La langue française

On a vu que la question linguistique posait des problèmes et faisait des mécontents. Le Parti Québécois va beaucoup plus loin cette fois et l'Assemblée nationale adopte, en 1977, la Charte de la langue française (Loi 101) qui fait du français la seule langue officielle du Québec. De plus, cette loi oblige tous les enfants des nouveaux immigrants à fréquenter l'école française. La majorité de la population est satisfaite de cette loi qui protégera la langue française qui était sérieusement menacée par la langue anglaise. Les anglophones et les néo-Québécois au contraire, contestent cette loi.

Protection des terres agricoles

Le gouvernement du Parti Québécois fait adopter une loi visant à protéger les terres agricoles de plus en plus menacées par la société moderne (l'industrialisation etc.) : il s'agit de la loi sur la protection de territoire agricole (en 1978). Ainsi, ces terres déclarées "zones agricoles" ne peuvent être utilisées qu'à des fins agricoles.

Assurance-automobile

Le P.Q. instaure un programme d'assurance-automobile. Grâce à cette loi, c'est l'État qui indemnise les victimes d'accident.

Le financement politique

Le Gouvernement péquiste de René Lévesque veut rendre plus démocratique le financement des partis politiques et, en 1977, il fait adopter une loi sur le financement des partis politiques. De cette façon, il sera dorénavant interdit aux compagnies et à d'autres organisations représentant des intérêts privés de donner de l'argent aux partis politiques.

Le Référendum de 1980

Finalement arrive la date de référendum promis par R. Lévesque. Le Gouvernement du Parti Québécois demande à la population du Québec de lui confier un mandat pour négocier la souveraineté-association avec le Gouvernement fédéral. Cependant, Pierre-Elliott Trudeau (Le Premier ministre du Canada) fera tout pour influencer le vote des Québécois lors de ce fameux référendum du Parti Québécois de 1980. En effet, il annonce que, même si les Québécois votaient en faveur du OUI à l'indépendance du Québec, il refuserait de négocier. De plus, il déclare aux Québécois que s'ils disent NON, alors cela équivaldrait à un Oui au renouvellement de la Constitution Canadienne. Il promet qu'il y aménagera une place nouvelle au Québec. Finalement, la

population du Québec, partagée sur la question, répond NON à 60% lors du référendum de 1980 et P.E. Trudeau procède au rapatriement de la Constitution canadienne deux ans plus tard, soit en 1982. Il y ajoute la Charte des droits et libertés.

Cependant, même si le P.Q. a perdu son référendum, il est réélu en 1981.

L'évolution de la société québécoise depuis 1980

L'économie en crise et la mondialisation de l'économie

Comme nous l'avons vu précédemment, l'économie du Québec était au ralenti depuis les années 1974. À partir du début des années 1980, le Québec est durement touché par cette crise économique, au même titre que le reste du Canada et que les autres pays occidentaux. Nous sommes à l'ère de la mondialisation de l'économie, c'est-à-dire du libre-échange, des alliances économiques, des accords entre certains pays.

Le taux de chômage augmente beaucoup (environ 14%). Bref, l'économie se détériore et la situation des jeunes devient très précaire. Les gouvernements sont très endettés, ce qui oblige l'État à se retirer petit à petit de certains secteurs pour les laisser au privé. C'est le cas par exemple de Air Canada qui était une entreprise gouvernementale et qui est devenue privée. (C'est ce qu'on appelle la privatisation).

L'État doit aussi réduire son rôle dans le domaine social et coupe dans beaucoup de programmes sociaux (aide sociale, assurance-chômage, etc.). Bref, tout le monde écope (les salariés de l'État y compris) à cause de l'objectif du Gouvernement qui est de réduire la dette et d'atteindre le déficit zéro.

Le Québec et le multiculturalisme

L'immigration des années 1980 est de plus en plus diversifiée. Si pendant longtemps le Québec a reçu des immigrants francophones et anglophones, il accueille dorénavant des gens venus des Caraïbes, d'Amérique du sud, d'Asie, d'Afrique, etc. Donc, beaucoup d'allophones qui depuis la loi 101 de 1977 apprennent le français. Donc, on parle vraiment de multiculturalisme.

La politique

Après de longues années au pouvoir, P.-E. Trudeau quitte la politique. En 1985, c'est le Parti Conservateur, avec Brian Mulroney, qui gagne les élections fédérales tandis qu'au Québec, le Parti Québécois perd les élections provinciales au profit du Parti Libéral et c'est le retour de Robert Bourassa.

Revient le discours sur la question de la Constitution canadienne. On sait que le Québec n'a jamais eu sa place en tant que société distincte, car le reste du Canada refusait cette reconnaissance. Donc, le Québec a été exclu de la Constitution. Brian Mulroney (Premier ministre fédéral) et Robert Bourassa (Premier ministre provincial) reprennent les négociations constitutionnelles. Mais cela mène à un échec appelé l'échec du Lac Meech (1990), car les provinces anglophones refusent l'idée que le gouvernement fédéral accorde au Québec le statut de "société distincte".

Ce refus ravive le nationalisme québécois et donnera naissance à un nouveau parti fédéral dont le but sera de promouvoir la souveraineté du Québec, mais sur la scène fédérale: ce parti s'appelle le Bloc Québécois. Robert Bourassa tente une nouvelle négociation pour le Québec en 1992 et signe l'accord de Charlottetown qui ne reconnaît même pas les cinq conditions fondamentales incluses dans l'accord du Lac Meech. Malgré cette tentative "trop timide" pour les Québécois, l'accord de Charlottetown est lui aussi rejeté par la majorité des provinces.

Cet échec des négociations constitutionnelles ravive la flamme péquiste et le Parti Québécois est reporté au pouvoir en 1994 avec Jacques Parizeau.

FIN DU MODULE 3